



Le 15 décembre : Agissons contre les politiques d'austérité.

La crise économique qui est celle d'un système où règne en maître la spéculation financière, a eu des conséquences dramatiques sur l'emploi et le niveau de vie de milliers de salariés. Les déficits publics des Etats, conséquences du même système, sont l'occasion pour les gouvernements en Europe de politiques d'austérité draconiennes qui en plus de créer des reculs sociaux sans précédent n'amèneront pas de solutions durables. Le mouvement syndical européen est uni pour contester ces politiques et exiger d'autres choix économiques et sociaux.

L'austérité frappe toujours les plus faibles.

Grèce, Irlande, peut-être bientôt le Portugal. Les mesures décidées par les gouvernements de ces pays frappent les services publics, dont les moyens sont réduits drastiquement, les salaires des fonctionnaires et même le salaire minimum de tous les salariés comme en Irlande. Ainsi, ce sont les plus défavorisés dont les difficultés sont souvent allégées par les services publics qui sont de plus en plus touchés.

Moins de pouvoir d'achat, moins d'aides sociales, c'est l'assurance d'une baisse forte de la croissance économique à l'heure où d'après les gouvernements il faudrait une relance.

C'est la certitude d'une augmentation forte du chômage et de la précarité.

La réduction des déficits est certes un enjeu, mais elle doit être le fruit d'une autre politique économique et sociale. Non, ceux qui dirigent l'économie de l'Europe et le Monde n'ont pas de leçons à donner aux salariés car ils sont responsables de la situation dans laquelle se trouvent les Etats.

Etre unis pour être plus forts.

La politique des dirigeants des grandes entreprises qui en réalité fixent la ligne politique de la plupart des Etats est lancée sur la concurrence dans tous les domaines : une concurrence entre les salariés, concurrence entre les jeunes et les moins jeunes.

Face à cette stratégie de division où les perdants sont les salariés et les gagnants les actionnaires, le syndicalisme a vocation de renforcer les solidarités entre tous les travailleurs d'Europe.

Il faut combattre le dumping social en renforçant le socle social européen, en particulier avec la mise en place d'un salaire minimum, dans chacun des Etats membres. L'Union Européenne doit garantir les droits nouveaux fondamentaux face aux règles du marché et de la concurrence. Il faut donner à des services publics de qualité les moyens de jouer tout leur rôle.

La création d'emplois de qualité, la réduction du chômage et en particulier pour les jeunes, la pérennité des systèmes de protection sociale sont dépendants à la fois des décisions nationales et des réponses européennes.

La suite du mouvement unitaire de l'automne.

Face à ces enjeux, les organisations de l'Allier CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA appellent les salariés et retraités à agir le 15 décembre 2010 dans le cadre de la journée d'action initiée par la Confédération Européenne des Syndicats.

Nous contestons toujours la réforme Woerth des retraites, injuste et inefficace. Cette réforme est dans le droit fil des reculs sociaux opérés par les différents Etats Européens, elle vise à satisfaire les exigences des marchés financiers qui ont amené le Monde au bord du gouffre.

Les attaques contre la protection sociale qui ont déjà eu lieu et d'autres qui sont en préparation en France participent aussi à cette remise en cause profonde du modèle social hérité du Conseil National de la Résistance que des luttes année après année ont permis de sauvegarder.

Ces dernières décennies, la part des salaires dans les richesses créées par le travail n'a cessé de diminuer au profit de la rémunération des actionnaires. Renverser cette tendance constituerait un début de sortie de crise.

La journée d'action unitaire du 15 décembre doit être aussi l'occasion dans les entreprises, dans les services publics, d'interpeller les directions sur les salaires, les conditions de travail, l'emploi, la formation professionnelle, par des actions décidées avec les salariés et pouvant aller jusqu'à la grève.

Paray-le-Monial : 9h devant le magasin LECLERC

Moulins : 17h devant la préfecture